



Communauté d'Agglomération du Calaisis

76 boulevard Gambetta
62101 CALAIS

Pôle des Moyens Opérationnels

**Gestion et Maintenance des
Espaces Publics et des Réseaux**

**Entretien des Zones d'Activités
Balayage Mécanique des Voiries
Communautaires**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(C.C.A.P.)**

SOMMAIRE

Article premier - Objet, forme et durée du marché	3
1.1 - Objet des prestations	3
1.2 - Tranches et Lots	3
1.3 - Forme du Marché	3
1.4 - Durée du Marché	3
Article 2 - Documents contractuels	3
Article 3 - Délai d'exécution	4
Article 4 - Conditions d'exécution	4
4.1 - Bons de commande	4
4.2 – Emballage	4
4.3 – Transport	4
4.4 - Mode d'exécution	4
4.5 - Lieu d'exécution des prestations	4
4.6 - Surveillance en usine	4
4.7 - Opérations de vérifications	4
4.8 - Décisions après vérification, l'admission	4
Article 5 - Garantie technique	4
Article 6 - Retenue de garantie	4
Article 7 - Marchandises remises au titulaire	5
Article 8 – Prix	6
8.1 - Forme des prix	6
8.2 - Variation des prix	6
8.2.1 - Mois d'établissement du prix du marché	6
8.2.2 - Type de variation des prix	6
Article 9 - Délai de paiement	6
Article 10 – Avance	7
Article 11 - Rythme des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde	7
Article 12 - Droit, Langue, Monnaie	7
Article 13 – Pénalités	8
Article 14 – Formation	8
Article 15 - Résiliation du marché	8
Article 16 - Dérogations au CCAG	8

Cahier des Clauses Administratives Particulières

1. - OBJET ET CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

1.1 - OBJET DES PRESTATIONS

Les stipulations du présent document concernent les prestations désignées ci-dessous :

Entretien des zones d'activités – Balayage mécanique des voiries communautaires

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 - TRANCHES ET LOTS

Sans Objet

1.3 - FORME DU MARCHÉ

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

1.4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le marché est conclut pour une durée de 1 an à compter du 1 janvier 2017, il est reconductible 3 fois 1 an.

2. - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le Marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ◆ le Règlement de Consultation (RC) ;
- ◆ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)+ plans annexés;
- ◆ le Détail Quantitatif et Estimatif servant de Bordereau d'Aide à la Décision ;
- ◆ Le Bordereau des Prix Unitaires ;
- ◆ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009 (C.C.A.G FCS).
- ◆ l'offre technique et financière du titulaire.

3. - DÉLAI D'EXÉCUTION

Les délais d'exécution des prestations sont précisés dans le cahier des clauses techniques particulières

4. - CONDITIONS D'EXÉCUTION

4.1 - BONS DE COMMANDE

Pas de stipulations particulières.

4.2 - EMBALLAGE

Sans objet.

4.3 - TRANSPORT

Sans objet.

4.4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les prestations sont exécutées conformément au CCTP

4.5 - LIEU D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront réalisées principalement sur les lieux suivants :

1. Zone du Virval à CALAIS,
2. Zone des Dunes à CALAIS,
3. Zone Marcel DORET et ses sous-secteurs à CALAIS,
4. Zone de la Rivière Neuve à CALAIS, Zone d'Activité future en service en 2018,
5. ZAC des Pins de Transmarck à MARCK et sa ZAL,
6. Zone des Terrasses à COQUELLES,
7. Aéroport de Marck.

D'autres Zones d'Activités de la Communauté d'Agglomération du Calaisis peuvent s'ajouter aux prestations ci dessus.

4.6 - SURVEILLANCE EN USINE

Sans objet.

4.7 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la livraison ou de l'exécution des prestations dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG.

4.8 - DÉCISIONS APRÈS VÉRIFICATION, L'ADMISSION :

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues au chapitre V du CCAG.

5- RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

6- MARCHANDISES REMISES AU TITULAIRE

Aucune marchandise appartenant à l'administration n'est remise au titulaire.

7- PRIX

7.1- FORME DES PRIX

Le Marché est traité à prix unitaires selon les quantités réalisées.

7.2 - VARIATION DES PRIX

7.2.1- Mois d'établissement du prix du marché

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de novembre 2016. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

7.2.2- Type de variation des prix

Tous les prix du présent Marché sont révisibles selon les mêmes modalités spécifiées ci-après.

La révision sera faite au terme de la 1^{ère} année du Marché selon la formule suivante :

$$P/P0 = 0,15 + 0,85 (0,75 \times (\text{NAT} + \text{CS1}) / \text{NAT0} + \text{CS10}) + 0,15 \text{ IM/IM0} + 0,10 \text{ ES/ES0}$$

Les indices retenus pour apprécier l'évolution des différents éléments représentatifs du coût des prestations sont les suivants :

Indice	Définition
NAT	Indice général des salaires BTP / sources FFB
CS1	Coefficient de charges travaux publics
IM	Indice matériel / source FNTP
ES	Super carburant plombé / source INSEE

Les indices sont publiés au bulletin mensuel de la statistique et sur le site www.insee.fr;

Pour la mise en oeuvre de cette formule, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

La variation des prix est limitée à 2 %. Cela se traduit de la manière suivante : à la date anniversaire du marché, application de la formule de révision. Si coefficient de variation est inférieur à 2%, application de ce dernier. Si coefficient de variation supérieur à 2 %, application de 2 %.

Clause de butoir

La variation des prix ne peut en aucun cas excéder le prix initial majoré de 2.00 %.

8- DÉLAI DE PAIEMENT

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en oeuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées dans la loi n°2013-100 du 28 Janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 Mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principale la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9- AVANCE

Sauf refus du titulaire, une avance est versée à tout titulaire d'un marché dont le montant HT dépasse 50 000 € HT dans les conditions prévues à l'article 110 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016.

Sous réserve des dispositions de l'article 133 et suivant du Décret 2016-360 relatives à la sous-traitance, cette avance est égale à 5% du montant initial du marché (si la durée du marché est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois (si le délai d'exécution est supérieur à 12 mois).

Le prestataire doit fournir la garantie à première demande prévue à l'article 112 du Décret 2016-360.

Si les deux parties en sont d'accord, cette garantie à première demande peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire. La personne publique conserve la liberté d'accepter ou non les organismes apportant leur garantie.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début des prestations du lot concerné.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65% du montant du marché.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

L'avance n'est pas affectée par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est au moins égal à 50 000 € HT. Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque lot. Pour le versement et le remboursement de l'avance, chaque lot est considéré comme un marché distinct.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants lorsque le montant des prestations dont ils sont chargés est au moins égal à 50 000 € HT.

Le versement de cette avance, dont le montant doit être au moins égal à 5% du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution, et son remboursement sont effectués à la diligence du prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le sous-traitant atteint ou dépasse 65% du montant de l'acte spécial. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80%.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par la personne publique dès la notification de l'acte spécial.

10- RYTHME DES ACOMPTES, DES PAIEMENTS PARTIELS DÉFINITIFS ET DU SOLDE

Les prestations feront l'objet de paiements mensuels à terme échu, après constatation du service fait.

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au C.C.A.G., notamment en son article 11.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

11- DROIT, LANGUE, MONNAIE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que la personne publique lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris).

Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

12– PÉNALITÉS

L'ensemble des observations portées sur les bons d'exécutions servira de base pour juger l'exécution des prestations.

Les pénalités seront appliquées sur la facture correspondant aux prestations mises en cause.

- **Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G., le titulaire subit, en cas de retard dans l'exécution des prestations non justifiées ou non autorisées par le pouvoir adjudicateur, la pénalité journalière de 100 €/HT.

- **Pénalités pour non remise de documents**

Le titulaire est tenu de remettre dans les délais les documents contractuels (programme d'exécution des travaux, journal de chantier, schéma d'organisation de suivi et d'évacuation des déchets ...)

En cas de non remise de documents, le titulaire encourt une pénalité journalière de 50 €/HT

13- FORMATION

Sans objet.

14- RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les clauses des chapitres 6 et 7 du C.C.A.G. sont applicables.

15- DÉROGATIONS AU CCAG

Il est dérogé aux articles suivants du C.C.A.G. :

- ◇ L'article 12 du présent cahier déroge à l'article 14 du C.C.A.G.